

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

**DIRECTION DESPREVISIONS, DES POLITIQUES
ET DES STATISTIQUES ECONOMIQUES**

SITUATION ECONOMIQUE 2018 ET PREVISIONS 2019-2020

AVRIL 2019

I. Environnement international et national

I.1 - Environnement international

La croissance économique mondiale en 2017 est estimée à 3,8% contre 3,3% en 2016 en liaison notamment avec l'accélération de l'activité économique dans les pays émergents et les pays en développement, portée par l'amélioration de facteurs extérieurs, à savoir un environnement financier mondial favorable et une reprise dans les pays avancés. La croissance en Chine et dans d'autres pays émergents d'Asie reste vigoureuse, et la situation de plusieurs pays exportateurs de produits de base d'Amérique latine, de la Communauté des États indépendants et d'Afrique subsaharienne, qui demeurait difficile, semble s'améliorer quelque peu. Dans les pays avancés, l'accélération notable de la croissance en 2017 est générale, avec un affermissement de l'activité aux États-Unis et au Canada, dans la zone euro et au Japon.

En 2018, la croissance mondiale est estimée à 3,7% contre 3,8% en 2017. Cette légère décélération découle d'un ralentissement de croissance au niveau des pays de la Zone Euro (+1,8% contre +2,4% en 2017) en lien avec des facteurs idiosyncrasiques (nouvelles normes antipollution en Allemagne, catastrophes naturelles au Japon). Ces facteurs ont pesé sur l'activité économique de grands pays. Mais cette évolution intervient dans un contexte de détérioration de l'état d'esprit sur les marchés financiers, d'incertitude quant aux politiques commerciales et d'inquiétude pour les perspectives de la Chine.

La croissance mondiale devrait retomber à 3,5 % en 2019 avant de remonter légèrement à 3,6 % en 2020. Ce profil de croissance résulterait d'un ralentissement persistant de la croissance des pays avancés en relation avec une contraction de la production potentielle à moyen terme. Cette contraction serait en lien avec une baisse de la croissance de la population en âge de travailler et des faibles gains de productivité. Concernant les pays émergents et les pays en développement, ils seraient mis à l'épreuve par des conditions extérieures difficiles, dans un contexte de tensions commerciales, de hausse des taux d'intérêt américains, d'appréciation du dollar, de sorties de capitaux et de volatilité des cours du pétrole.

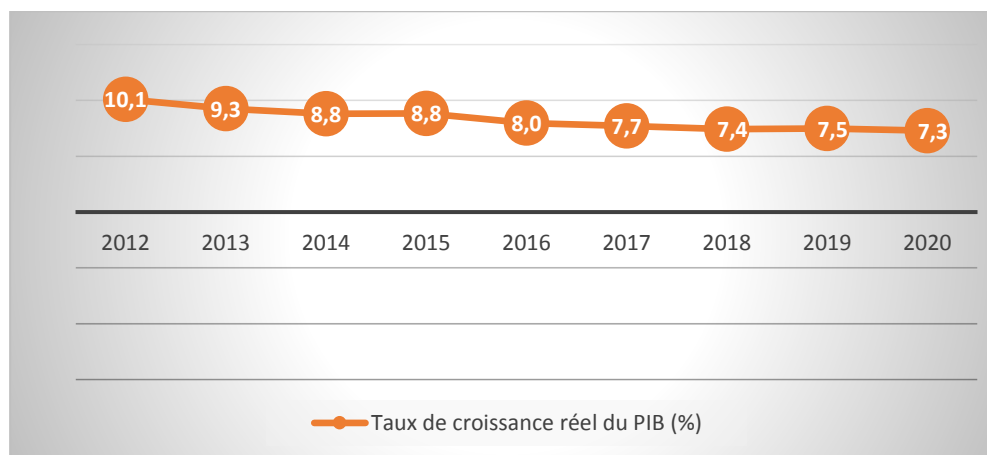
I.2 - Environnement national

L'économie ivoirienne a connu en 2017, un début d'année difficile marqué par les revendications salariales et sociales ainsi que par la chute des cours du cacao de plus de 35%. Toutefois, la résilience de l'économie à ces chocs, la prise en charge rapide des revendications et les ajustements budgétaires opérés pour tenir compte de l'impact de la chute des cours de cacao sur les recettes publiques et limiter le déficit budgétaire, ont permis à l'activité économique de continuer d'évoluer dans un cadre macroéconomique stable.

En 2018, l'environnement économique national a été caractérisé par un climat des affaires favorable et par la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020. En outre, l'environnement des affaires a tiré avantage des différentes réformes mises en œuvre ces dernières années. Celles-ci ont porté notamment sur la dématérialisation des formalités relatives à la création d'entreprises, aux licences et permis d'affaires, aux questions foncières, à l'enregistrement des actes et décisions de justice, aux procédures de raccordement à l'électricité et aux ventes aux enchères. Cette dématérialisation a concerné également les services en ligne tels que la déclaration et le paiement des impôts, la déclaration des cotisations sociales, le guichet unique du commerce extérieur, la Poste de Côte d'Ivoire et l'Open Data Côte d'Ivoire.

Après 7,7% en 2017 et 7,4% en 2018, la croissance économique en Côte d'Ivoire devrait s'établir à 7,5% et 7,3% respectivement en 2019 et 2020 en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du Plan

National de Développement 2016-2020 notamment (i) le maintien de la stabilité socio-politique, (ii) la consolidation de la gouvernance, (iii) l'engagement du Gouvernement au maintien d'un bon niveau de sécurité, (iv) un climat des affaires favorable, (v) la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et (vi) la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.



II. Estimations économiques en 2018 et prévisions 2019-2020

A- Cadre macroéconomique en 2018

✓ Secteur réel

L'économie ivoirienne a affiché en 2018 un taux de croissance de 7,4% avec pour support du côté offre, la production agricole, les industries agroalimentaires, les produits pétroliers, les BTP et les services, puis du côté de la demande, les investissements et la consommation finale.

Du côté de l'offre,

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,2% contre 11,2% en 2017 grâce au dynamisme de l'agriculture d'exportation (+7,0%) et de la production vivrière (+2,1%). Les différentes hausses de production observées sont liées notamment (i) aux conditions climatiques favorables, (ii) à la reprise végétative des caféiers qui avaient souffert du stress hydrique de la forte sécheresse survenue entre décembre 2015 et avril 2016 et (iii) à la mise en œuvre de la réforme de la filière anacarde.

L'agriculture vivrière, quant à elle, tire également avantage de la poursuite du Programme d'Urgence d'Appui à la Production Vivrière (PUAPV) qui vise à (i) permettre aux agriculteurs de produire en toute saison afin d'améliorer et d'assurer la sécurité alimentaire sur tout le territoire, (ii) moderniser la production vivrière et (iii) augmenter les revenus des producteurs.

Le secteur secondaire a progressé de 7,1% soutenu par les BTP (+16,5%), l'énergie (+4,0%), les produits pétroliers (+7,2%), les autres industries manufacturières (+5,8%) et les industries agroalimentaires (+15,4%) et cela, malgré la baisse de l'extraction minière (-3,2%).

L'accélération des BTP s'explique par la dynamique des investissements publics matérialisée par la poursuite des travaux démarrés en 2017. Il s'agit notamment de la réhabilitation du pont Felix Houphouët Boigny, du stade olympique d'Ebimpé, de la construction de l'échangeur Akwaba, de

la construction du quatrième pont qui reliera le Plateau à Yopougon en passant par Attécoubé et Adjamé.

La bonne tenue des industries agroalimentaires est à mettre en relation avec l'amélioration des taux de transformation surtout au niveau du café, de l'huile de palme, du sucre. Aussi, la fabrication de corps gras (oléine), le travail des grains, la fabrication de farine de blé, aliments pour animaux et des produits alimentaires divers sont les principaux facteurs de la performance de l'industrie agroalimentaire.

Le secteur tertiaire a bénéficié des bonnes performances des secteurs primaire et secondaire. Il a évolué de 9,2%, grâce à l'ensemble de ses composantes que sont le transport (+9,0%), les télécommunications (+12,4%), le commerce (+8,4%) et les autres services (+8,6%).

Le secteur non marchand a progressé de 7,9% sous l'impulsion des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite de la politique de scolarisation obligatoire et de santé pour tous. Aussi, dans le souci de créer des emplois productifs, décents et durables, plusieurs actions majeures sont entreprises notamment (i) la promotion d'emplois pour les personnes vulnérables, notamment les femmes et les personnes en situation de handicap, (ii) le renforcement du dispositif de développement de l'employabilité et de l'entrepreneuriat.

Les droits et taxes nets de subventions ont également poursuivi leur tendance à la hausse pour s'établir à 7,5%, soutenus par les différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et la dynamique de la consommation des ménages qui impulse un bon recouvrement de la TVA.

Au niveau de la demande,

La croissance a été tirée par l'affermissement des investissements (+14,4%) et la consolidation de la consommation finale (+7,2%).

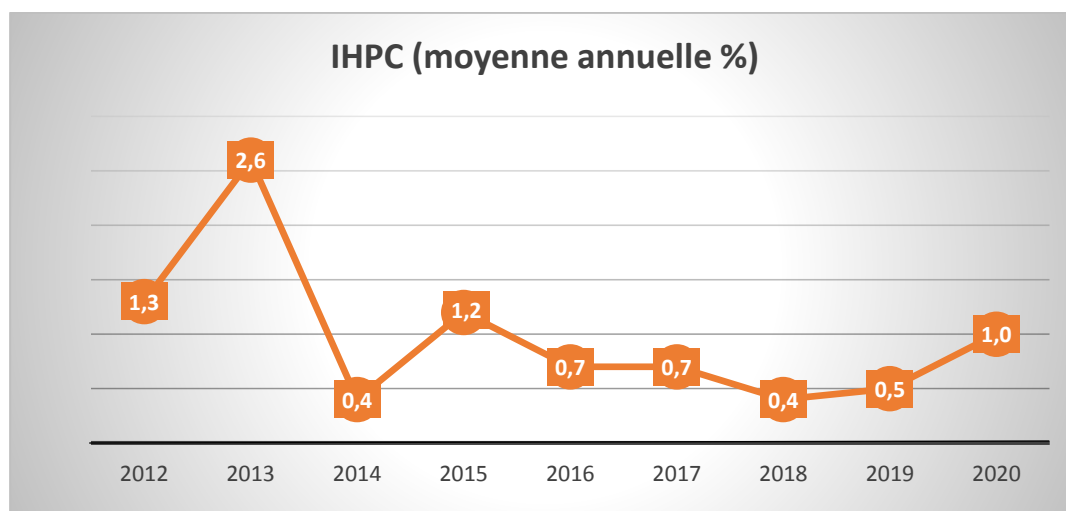
Les investissements se sont accrus de 14,4% après 11,9% en 2017 tirés principalement par les investissements privés (+23,1%), en l'occurrence le barrage de Gribo Popoli, le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers (développement de la zone industrielle PK24), le développement des puits miniers et pétroliers et la construction immobilière. Ainsi, le taux d'investissement global est ressorti à 20,8% avec un taux d'investissement privé de 13,8%.

Quant à la **consommation finale** (+7,2%), elle a bénéficié de l'accroissement de la consommation des ménages (+7,8%). Cet accroissement est lié à la hausse des revenus des ménages salariés et à la création d'emplois aussi bien dans le secteur public que privé. Quant à la consommation publique, elle a connu une évolution de 3,4% en 2018 contre 5,3% en 2017.

Les importations de biens et services ont progressé de 5,7% en 2018, imputables aussi bien à l'accroissement des volumes (+7,5%) qu'au renchérissement des prix (+6,3%).

Les exportations de biens et services sont légèrement en hausse de 0,3%. Cette stagnation résulte à la fois de la contraction des ventes de produits primaires (-5,8%) et de produits transformés (-6,4%). Les produits primaires ont subi une baisse des prix de 7,3%, malgré une légère hausse des volumes de 1,6%. Ce retrait des produits primaires en valeur provient principalement des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation, notamment le cacao fèves (-12,4%), la noix de cajou (-3,4%) et le caoutchouc (-14,4%). Quant aux produits transformés, ils ont pâti à la fois d'un fléchissement des prix (-4,0%) et des volumes (-2,5%). Leur repli en valeur est imputable à la fois aux produits de la première transformation (-7,6%) qui ont subi une baisse des prix de 8,8% et aux produits manufacturés dont les quantités vendues se sont contractées de 7,4%.

L'inflation est contenue à 0,4% en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.



✓ **Finances publiques**

Les finances publiques en 2018 ont été marquées par une moins-value des recettes totales et dons et par une rationalisation des dépenses totales et prêts nets par rapport aux objectifs.

Le déficit budgétaire est ressorti à 944,2 milliards (-4,0% du PIB). Comparé à son niveau en 2017 (998,3 milliards soit -4,5% du PIB), il enregistre une amélioration.

Pour financer son déficit budgétaire et assurer le remboursement du capital de la dette publique évalué à 1 092,2 milliards, l'Etat ivoirien a sollicité les marchés monétaires et financiers à concurrence de 1 452,3 milliards. Le marché international a été sollicité à hauteur de 1,7 milliard d'euros, soit 1 115,1 milliards de FCFA, à travers un eurobond libellé entièrement en euros.

✓ **Balance des paiements**

En 2018, le déficit du compte des transactions courantes s'affiche à 4,7% du PIB contre 2,8% en 2017 en raison principalement du repli de 35,0% de l'excédent de la balance commerciale des biens, en lien avec le repli des exportations -5,0% et la hausse des importations de 6,9%. Le déficit des revenus ressort plus élevé, en raison de l'accroissement des paiements des revenus d'investissements, de l'augmentation des dépenses au titre des contributions de l'Administration publique au fonctionnement des organisations internationales et de la hausse des transferts des migrants à destination de l'étranger.

L'excédent du compte de capital baisse sous l'effet du repli des dons projets reçus par l'Administration publique.

Au niveau du compte financier, il ressort un accroissement net des passifs, traduisant l'entrée nette de capitaux dans l'économie ivoirienne. Cette évolution résulte principalement des flux d'investissements directs étrangers entrants, des investissements de portefeuille entrants, dont l'émission d'euro-obligations par l'Administration publique, et des tirages publics sur les ressources financières extérieures.

✓ **Situation monétaire**

En 2018, les statistiques monétaires ont été marquées par une progression de la masse monétaire de 13,4% (+1 148,8 milliards) contre 9,2% en 2017. Cet accroissement est dû essentiellement aux créances intérieures qui se sont accrues de 12,6% contre 14,8% en 2017 du fait des créances sur l'administration centrale qui ont augmenté de 337,2 milliards (+17,0%) contre 256,6 milliards en 2017 soit 14,9%. Les créances sur l'économie se sont également accrues de 708,7 milliards (+11,2%) contre 813,4 milliards (14,8%) en 2017. S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils ont enregistré une hausse de 15,3% contre 0,5% en 2017. Cette évolution est en lien avec le déficit de la balance des transactions courantes.

B- Perspectives économiques 2019

Après un taux de croissance de 7,4% en 2018, l'économie ivoirienne devrait croître de 7,5 en 2019. Son évolution suivant ses composantes se présenterait comme suit :

✓ **Secteur réel**

Au niveau de l'offre,

Le secteur primaire devrait connaître une hausse de 1,7% contre 4,2% en 2018, tiré par l'agriculture vivrière (+3,9%) qui bénéficierait de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA 2) et de la redynamisation des organisations professionnelles dans le secteur du vivrier. En outre, les projections dans le domaine agricole tablent sur un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le secteur secondaire progresserait de 10,1% contre 7,1% en 2018, soutenu par les produits pétroliers (+24,9%), les BTP (+18,0%), les autres industries manufacturières (+6,0%), les industries agroalimentaires (+16,0%) et l'énergie (+7,0%). En outre, l'activité industrielle soutenue par les investissements publics bénéficierait de l'augmentation des capacités de production, de nouvelles installations et de la dynamique des demandes intérieures privées.

Le secteur tertiaire évoluerait de 9,2% en 2019 comme en 2018, grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport qui augmenterait de 9,4%, les télécommunications de 12,2%, le commerce de 8,6% et les autres services de 8,5%. Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait croître de 3,4% contre 7,9% en 2018 prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

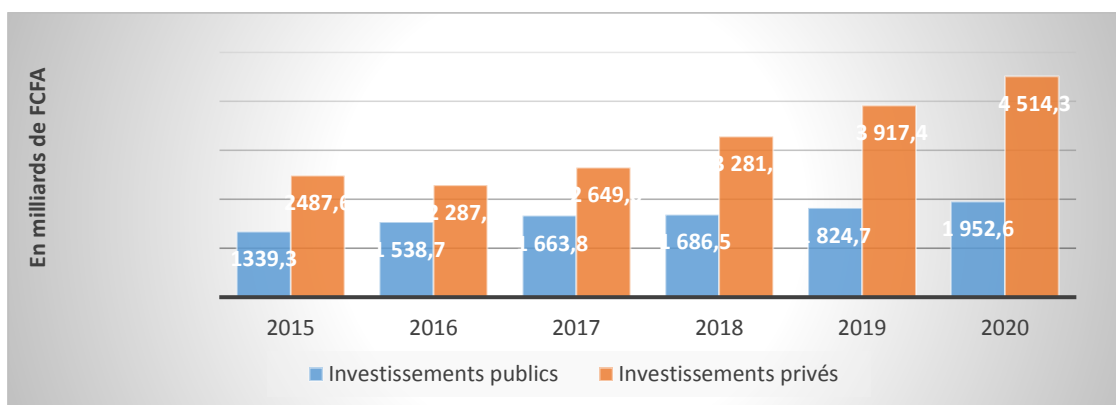
Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 9,8% contre 7,5% en 2018, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande,

La croissance serait tirée par la consolidation de la consommation finale (+5,9%) et l'affermissement des investissements (+14,6%).

La **consommation finale** (+5,9%) bénéficierait de la hausse des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les investissements (+14,6%) seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, barrage de Gribo Popoli, 4^{ème} pont d'Abidjan, etc.) et le renforcement des outils de production dans le secteur manufacturier ainsi que celui de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 22,1% du PIB contre 20,8% du PIB en 2018. Le taux d'investissement public s'établirait à 7,0% en 2019.



Les importations de biens et services progresseraient de 6,2% contre 5,7% en 2018 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** seraient en hausse de 5,2% contre 0,3% en 2018, en raison de la bonne tenue des productions minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 0,5%, en dessous du seuil communautaire de maximum 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la poursuite de la politique de lutte contre la cherté de la vie.

✓ **Finances publiques**

Les recettes totales et dons passeraient de 4 750,8 milliards en 2018 à 5 256,2 milliards en 2019, soit un accroissement de 10,6%. Les recettes fiscales s'afficheraient à 4 326,6 milliards en 2019 contre 3 869,1 milliards en 2018, induisant une amélioration de la pression fiscale qui se situerait à 16,7% après 16,2% l'année précédente grâce aux mesures de politique et d'administration fiscale.

Les dépenses et prêts nets s'établiraient à 6 046,4 milliards en 2019 contre 5 695,0 milliards en 2018, soit un accroissement de 6,2%. La masse salariale devrait passer de 1 621,9 milliards en 2018 à 1 720,8 milliards en 2019, soit une hausse de 6,1% liée principalement aux recrutements dans les secteurs de l'éducation et de la santé, conformément à la stratégie de gestion de la masse salariale. Quant aux dépenses d'investissement, elles s'inscriraient à 1 631,6 milliards en 2019 contre 1547,3 milliards en 2018.

Il en résulterait **un déficit budgétaire** qui passerait de 4,0% du PIB en 2018 à 3,0% du PIB en 2019. Cette amélioration correspondrait à l'objectif du programme fixé à 3,0% du PIB. Le déficit

en 2019 pourrait être financé par des ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier et par des appuis budgétaires à déterminer.

✓ **Balance des paiements**

En 2019, le déficit du compte des transactions courantes ressortirait à 4,1% du PIB contre 4,7% en 2018, du fait des déficits structurels plus élevés au niveau des services (+4,0%), du revenu primaire (+12,1%) en lien avec la croissance de 92,5 milliards des intérêts sur la dette extérieure payés de 2018 à 2019 et du revenu secondaire (+4,5%), malgré l'amélioration de la balance commerciale des biens de 18,6% par rapport à l'année d'avant.

Le solde global serait excédentaire de 170,0 milliards (+0,7% du PIB), grâce aux mobilisations de ressources financières de l'Administration publique et du secteur privé (notamment au niveau des IDE) pour financer le déficit du compte des transactions courantes.

✓ **Situation monétaire**

En 2019, les statistiques monétaires seraient marquées par une masse monétaire en hausse de 9,4%, composée à 8,1% de monnaie fiduciaire. Cet accroissement serait dû à une progression des actifs extérieurs nets et des créances intérieures respectivement de 8,4% et de 7,9%. La hausse des créances intérieures proviendrait d'une augmentation des créances nettes sur l'économie de 1 026,2 milliards (+14,6%) tandis qu'un désengagement net de l'Etat de 284,3 milliards (-12,3%) serait enregistré.

C- Perspectives économiques en 2020

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB en 2020, année d'achèvement du PND 2016-2020, prennent en compte le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance. De façon spécifique, il s'agit :

- ✓ de prévisions météorologiques favorables ;
- ✓ de la quasi-stagnation du cours international du cacao ainsi que du dollar en moyenne sur la période 2019-2021 ;
- ✓ de la stabilité des prix des autres produits de l'agriculture d'exportation sur la période ;
- ✓ de la poursuite des chantiers du Gouvernement ;
- ✓ de l'amélioration continue de l'environnement des affaires ;
- ✓ du renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ de la multiplication des forums économiques en vue d'accroître les investissements directs étrangers ;
- ✓ de la mise à disposition des terrains industriels dans les meilleurs délais ;
- ✓ du renforcement de la confiance des opérateurs du secteur privé dans le cadre des discussions Gouvernement-secteur privé ;
- ✓ de la poursuite des réformes structurelles notamment dans le secteur financier ;
- ✓ de l'affermissement de la trésorerie de l'Etat ;
- ✓ du raffermissement de la capacité d'absorption avec la réduction des délais d'appel d'offre.

Ainsi, en 2020, le taux de croissance ressortirait à 7,3%.

L'évolution de l'économie ivoirienne suivant ses composantes se présenterait comme suit :

✓ Secteur réel

Au niveau de l'offre,

Le secteur primaire devrait croître de 3,0% contre 1,7% en 2019, grâce à la production vivrière (+4,0%) et à l'agriculture d'exportation (+1,8%) qui bénéficieraient toujours de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA 2), de la redynamisation des organisations professionnelles dans les différents secteurs et de la maîtrise de la production nationale par le renforcement des mesures de contrôle des frontières terrestres.

Le secteur secondaire progresserait de 10,0% contre 10,1% en 2019 en lien avec la hausse des BTP (+17,0%), les autres industries manufacturières (+7,8%), l'extraction minière (+5,9%), les industries agroalimentaires (+13,0%), l'énergie (+8,2%) et les produits pétroliers (+3,5%). Ce secteur bénéficierait toujours de la hausse des investissements pour l'augmentation des capacités de production.

Le secteur tertiaire ressortirait à 9,1% contre 9,2% en 2019, grâce au transport (+9,8%), aux télécommunications (+11,0%), au commerce (+8,0%) et enfin les autres services (+9,0%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait croître une croissance de 0,9% contre 3,4% en 2019, tenant compte des effets de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 7,6% contre 9,8% en 2019, grâce toujours aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande,

La croissance serait tirée par le dynamisme des investissements (+11,5%) et l'affermissement de la consommation finale (+5,9%).

La **consommation finale** (+5,9%) bénéficierait de la hausse des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les investissements (+11,5%) seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (Aménagement et bitumage de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, Construction d'un pont à hauban sur la baie de Cocody, Construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, barrage de Gribo Popoli, 4^{ème} pont d'Abidjan, etc.) et par le renforcement des outils de production dans le secteur industriel et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 22,8% du PIB contre 22,1% du PIB en 2019. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,8% en 2020.

Les importations de biens et services progresseraient de 4,7% contre 6,2% en 2019, toujours sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations** de biens et services augmenteraient de 4,3% contre 5,2% en 2019, en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 1,0% en 2020, en dessous du seuil communautaire de maximum 3%, grâce à l'accroissement de l'offre de produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de desserte agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

✓ **Finances publiques**

Les recettes totales et dons passeraient de 5 256,2 milliards en 2019 à 5 647,5 milliards en 2020, soit un accroissement de 7,4%. Les recettes fiscales s'afficheraient à 4 710,7 milliards en 2020 contre 4 326,6 milliards en 2019, induisant une stagnation de la pression fiscale qui se situerait à 16,6% après 16,7% l'année précédente.

Les dépenses et prêts nets se situeraient à 6 496,8 milliards en 2020 après avoir atteint les niveaux de 5 695,0 milliards en 2018 et 6 046,4 milliards en 2019, soit un accroissement moyen annuel de 6,8% de 2018 à 2020. La masse salariale devrait passer de 1 621,9 milliards en 2018 à 1 720,8 milliards en 2019 pour s'établir à 1 770,2 milliards en 2020, soit 37,6% des recettes fiscales contre 41,9% en 2018 et 39,8% en 2019.

Les dépenses d'investissement s'établiraient, quant à elles, à 1762,6 milliards en 2020 contre 1 631,6 milliards en 2019.

Il en résulterait **un déficit budgétaire** qui serait maintenu à 3,0% du PIB en 2020 comme en 2019. Cette amélioration correspondrait à l'objectif du programme fixé à 3,0% du PIB. Le déficit en 2020 pourrait être financé par des ressources à mobiliser sur les marchés monétaire et financier ainsi que par des appuis budgétaires à déterminer.

✓ **Balance des paiements**

En 2020, le déficit du compte des transactions courantes ressortirait à 3,8% du PIB contre 4,1% en 2019 et 4,7% en 2018, du fait des déficits structurels qui seraient plus élevés en 2020 qu'en 2019 (+4,5% contre +4,0% en 2019) au niveau des services et au niveau du revenu secondaire (+5,2%), malgré l'amélioration de la balance commerciale des biens de 4,2% par rapport à l'année d'avant.

Le solde global serait excédentaire de 154,0 milliards (+0,6% du PIB), grâce aux mobilisations de ressources financières de l'Administration publique et du secteur privé (notamment au niveau des IDE) pour financer le déficit du compte des transactions courantes.

✓ **Situation monétaire**

En 2020, les statistiques monétaires seraient marquées par une masse monétaire en hausse de 14,7% (avec 11,5% de hausse pour la monnaie fiduciaire), contre 9,4% en 2019. Cet accroissement serait dû à une progression des actifs extérieurs nets et des créances intérieures de 7,0% et de 14,0% respectivement.

Conclusion

La croissance économique restera robuste en 2019 et 2020, s'appuyant au niveau de l'offre sur la production agricole, les activités manufacturières, la construction, l'énergie, les services en général et, du côté de la demande, principalement sur les investissements et la consommation finale.

ANNEXES

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES , 2015-2020 (provisoire)						
Version du 26 mars 2019						
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
(Variation annuelle en pourcentage sauf indication)						
Revenu national						
PIB à prix constants	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5	7,3
Déflateur du PIB	3,1	-1,1	-1,7	0,4	1,0	1,6
Indice du prix à la consommation (moyenne annuelle)	1,2	0,7	0,7	0,4	0,5	1,0
Evolution sectorielle à prix constants						
Secteur primaire	2,9	7,5	11,2	4,2	1,7	3,0
Secteur secondaire	8,3	6,6	3,0	7,1	10,1	10,0
Secteur tertiaire	8,2	8,9	6,6	9,2	9,2	9,1
Secteur non marchand	7,7	6,6	15,8	7,9	3,4	0,9
Droits taxes	25,0	9,4	8,7	7,5	9,8	7,6
Secteur extérieur (base FCFA)						
Exportations, f.o.b., à prix courants	8,2	-6,2	6,1	-5,0	6,3	5,0
Importations, f.o.b., à prix courants	12,3	-5,4	2,1	6,9	3,4	5,2
Volume des exportations	8,2	2,2	17,6	0,5	5,6	4,5
Volume des importations	18,9	1,9	7,5	6,3	6,8	5,1
Termes de l'échange (détérioration -)	5,9	-1,3	-5,0	-6,0	4,0	0,3
Opérations du gouvernement central						
Recettes totales et dons	18,9	6,6	8,0	5,3	10,7	7,4
Dépenses totales	21,8	12,2	9,9	3,4	6,2	7,3
(Variation fin de période, monnaie au sens large)						
Monnaie et crédit						
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	18,8	12,1	1,1	13,4	8,8	13,5
Avoir extérieurs nets	11,5	-9,1	-2,5	15,3	9,4	8,8
Avoir intérieurs nets	19,7	18,8	18,0	12,6	7,1	12,3
<i>dont</i> : public	-3,0	30,7	4,9	17,0	-13,4	6,0
<i>dont</i> : privé	29,6	15,0	22,8	11,2	13,9	14,0
Vitesse de circulation de la monnaie	2,6	2,5	2,6	2,5	2,5	2,4
(En pourcentage du PIB sauf indication contraire)						
Opérations du gouvernement central						
Recettes totales et dons	20,0	20,0	20,4	19,9	20,3	20,0
Recettes totales	18,5	18,6	19,2	18,8	19,0	18,8
Recettes fiscales	15,1	16,0	16,5	16,2	16,7	16,6
Dépenses totales	22,8	24,0	24,9	23,8	23,3	22,9
Solde global, dons inclus, base ordonnancements	-2,8	-4,0	-4,5	-4,0	-3,0	-3,0
Solde primaire de base	-0,3	-1,9	-1,3	-0,4	0,6	0,7
Investissement brut (FBCF+variation de stock)	20,1	17,7	17,3	19,8	20,5	22,8
<i>dont FBCF</i>	<i>19,5</i>	<i>18,3</i>	<i>19,5</i>	<i>20,8</i>	<i>22,1</i>	<i>22,8</i>
Epargne intérieure brute	23,6	20,7	19,9	20,3	21,8	23,3
Epargne nationale brute	19,5	16,5	14,6	15,1	16,4	19,1
Secteur extérieur						
Solde des transactions courantes (y/c transferts secteur public)	-0,6	-1,1	-2,8	-4,7	-4,1	-3,8
Solde des transactions courantes (n/c transferts secteur public)	-1,1	-1,6	-3,2	-5,1	-4,5	-4,1
Solde global	1,3	-0,9	0,0	1,1	0,7	0,6
Pour mémoire:						
PIB nominal (milliards de FCFA)	19 595,4	20 931,4	22 150,8	23 899,8	25 955,1	28 307,7
Taux de change nominal (FCFA/US\$, moyenne annuelle)	591,2	592,8	580,9	555,2	573,6	567,5
PIB aux prix du marché (milliards US\$)	33,1	35,3	38,1	43,0	45,2	49,9
Population de fin d'année (million)	23,7	24,3	24,9	25,5	26,2	26,9
Croissance de la population (pourcent)	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
PIB nominal par habitant (milliers de FCFA)	827,4	861,8	889,3	935,6	990,7	1 053,6
PIB nominal par habitant (US\$)	1 399,7	1 453,8	1 530,8	1 685,1	1 727,2	1 856,7
Croissance du PIB réel par habitant (pourcent)	6,1	5,3	5,0	4,8	4,8	4,6
Taux de pauvreté (pourcent)	46,3					
Sources: MEF/DGE/DPPSE, INS, BCEAO						

CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2015-2020 (Version provisoire)

TABLEAU RESUME DES PRINCIPAUX AGREGATS (ANNEE DE BASE CONSTANTE FIXE = 2009)

Version du 25 mars 2019_16h00	2015	2016	2017	2018	2019	2020
25/3/19 16:00	comptes définitifs	comptes définitifs	comptes provisoires	estimation définitive	prévisions mars. 2019	prévisions mars. 2019
1. En valeur (milliards Francs courants)						
PIB total	19 595,4	20 931,4	22 150,8	23 899,8	25 955,1	28 307,7
Variation annuelle en %	12,2	6,8	5,8	7,9	8,6	9,1
PIB par habitant prix courant (en milliers de FCFA)	827,4	861,8	889,3	935,6	990,7	1 053,6
Epargne intérieure brute (EIB)	4 619,6	4 340,9	4 419,1	4 851,8	5 646,9	6 592,8
en % du PIB	23,6	20,7	19,9	20,3	21,8	23,3
FBCF	3 826,9	3 826,3	4 312,8	4 968,1	5 742,1	6 466,8
Taux d'investissement en %	19,5	18,3	19,5	20,8	22,1	22,8
<i>public</i>	6,7	7,3	7,4	7,0	7,0	6,8
<i>privé</i>	12,8	11,0	12,0	13,8	15,2	16,0
Solde commercial (FOB-FOB)	978,5	865,6	665,7	399,5	606,6	623,6
Taux de couverture en %	116,4	115,3	110,7	106,5	109,5	109,3
PIB en francs constants 2009 (milliards FCFA)	15 961,4	17 233,9	18 561,2	19 940,9	21 434,8	22 998,2
PIB/hab à prix constant 2009 (milliers de FCFA)	674,0	709,5	745,2	780,6	818,2	856,0
Délateur du PIB base 100 = 2009	122,8	121,5	119,3	119,9	121,1	123,1
2. Variations en volume (en %)						
PIB total	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5	7,3
- secteur primaire	2,9	7,5	11,2	4,2	1,7	3,0
- secteur secondaire	8,3	6,6	3,0	7,1	10,1	10,0
- secteur tertiaire	8,2	8,9	6,6	9,2	9,2	9,1
-secteur non marchand	7,7	6,6	15,8	7,9	3,4	0,9
- droits et taxes	25,0	9,4	8,7	7,5	9,8	7,6
PIB par habitant	6,1	5,3	5,0	4,8	4,8	4,6
FBCF	14,6	2,9	11,9	14,4	14,6	11,5
Consommation finale	12,5	11,2	4,0	7,2	5,9	5,9
Exportations de biens	8,2	2,2	17,6	0,5	5,6	4,5
Importations de biens	18,9	1,9	7,5	6,3	6,8	5,1
3. Prix implicites (variation annuelle en %)						
Déflateur implicite du PIB	3,1	-1,1	-1,7	0,4	1,0	1,6
Déflateur conso. des ménages	0,9	-0,9	0,7	0,4	0,7	1,0
IHPC (moyenne annuelle %)	1,2	0,7	0,7	0,4	0,5	1,0
Termes de l'échange des biens	5,9	-1,3	-5,0	-6,0	4,0	0,3
4. Contributions à la croissance du PIB						
- secteur primaire	0,6	1,4	2,1	0,8	0,3	0,5
- secteur secondaire	1,9	1,5	0,7	1,5	2,2	2,2
- secteur tertiaire	3,1	3,3	2,5	3,4	3,5	3,5
- secteur non marchand	0,7	0,6	1,4	0,7	0,3	0,1
- droits et taxes	2,6	1,1	1,0	0,9	1,2	0,9
Total PIB	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5	7,3
5. Données en dollar US						
PIB nominal (milliards)	33,1	35,3	38,1	43,0	45,2	49,9
PIB par habitant	1 399,7	1 453,8	1 530,8	1 685,1	1 727,2	1 856,7
FBCF(milliards)	6,5	6,5	7,4	8,9	10,0	11,4
Exportations totales (milliards)	12,5	11,8	12,8	12,8	13,1	13,9
dont biens	11,7	11,0	11,9	11,8	12,1	12,9
Importations totales (milliards)	11,4	10,7	11,8	12,6	12,6	13,3
Pour mémoire:						
Nombre d'habitants (millions) (*)	23,7	24,3	24,9	25,5	26,2	26,9
croissance démographique en %	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
FCFA pour 1 dollar (moyenne annuelle)	591,2	592,8	580,9	555,2	573,6	567,5

Source :MEF / Direction Générale de l'Economie / DPPSE, Institut National de la Statistique (INS).

(*) RGPH mai 2014, population en fin d'année

HYPOTHESES DU CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2015-2020 (Version provisoire)

version du 25 mars 2019	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Productions (en milliers de tonnes)	comptes définitifs	comptes définitifs	comptes provisoires	estimation définitive mars. 2019	prévisions mars. 2019	prévisions mars. 2019
Café	126,7	105,6	33,6	123,9	110,0	120,0
Cacao	1 825,6	1 634,4	2 033,5	2 112,5	2 050,0	2 000,0
Bananes	359,9	427,0	438,1	449,1	460,3	471,8
Ananas	49,8	38,9	48,9	46,6	46,6	47,4
coton graine	434,9	332,4	352,7	387,0	424,4	458,3
Huiles de palme	424,1	451,0	433,8	513,9	539,0	563,2
Sucre	198,7	188,0	191,6	186,6	190,4	194,2
Caoutchouc	360,0	453,0	606,4	624,1	521,8	600,1
Anacarde	702,5	649,6	711,2	761,3	800,0	856,0
Pétrole (milliers de barils)	10 735,1	15 425,9	12 440,5	11 784,6	12 167,6	11 618,7
<i>Barils/jour</i>	29 411,4	42 262,7	34 083,6	32 286,7	33 336,0	31 832,0
Gaz (millions de metre cube)	2 224,3	2 395,0	2 153,3	1 955,3	1 943,1	2 166,1
Or (en kilogramme)	23 540,0	25 054,6	25 395,8	24 457,4	26 000,0	28 000,0
Manganèse (tonnes)	263 200,0	200 280,0	510 073,0	930 959,3	1 000 000,0	1 100 000,0
Diamant (carats)	9 200,0	16 290,0	7 360,8	5 678,3	6 000,0	6 500,0
Nickel (milliers de tonnes)	-	-	379,8	889,6	1 000,0	1 100,0
Production de produits pétroliers (Kt)	3 175,6	2 895,6	3 061,8	3 260,8	4 071,2	4 153,2
Production d'électricité (GWH)	8 623,8	10 072,2	9 802,7	9 835,3	10 706,0	11 226,0
Croissance en volume (en %)						
OFFRE						
Secteur primaire	2,9	7,5	11,2	4,2	1,7	3,0
Agriculture vivrière, élevage	-1,0	14,2	6,6	2,1	3,9	4,0
Agriculture d'exportation	7,5	0,2	18,7	7,0	-1,2	1,8
Sylviculture	27,5	-34,8	-10,0	2,0	-4,0	0,0
Pêche	30,7	-1,6	-2,0	1,1	0,0	-0,2
Secteur secondaire	8,3	6,6	3,0	7,1	10,1	10,0
Extraction minière	20,4	13,9	-4,2	-3,2	3,6	5,9
Industries agro-alimentaires	-1,7	-2,1	6,5	15,4	16,0	13,0
Produits pétroliers	15,8	-7,9	-9,1	7,2	24,9	3,5
Energie (gazealec)	5,2	21,3	3,2	4,0	7,0	8,2
BTP	18,3	4,0	4,5	16,5	18,0	17,0
Autres industries manufacturières (1)	6,8	3,2	6,2	5,8	6,0	7,8
Secteur tertiaire	8,2	8,9	6,6	9,2	9,2	9,1
Transports	19,6	18,6	9,2	9,0	9,4	9,8
Télécommunication	5,1	4,3	-2,0	12,4	12,2	11,0
Commerce	6,5	6,0	8,0	8,4	8,6	8,0
Autres services (2)	7,9	10,0	8,2	8,6	8,5	9,0
Droits et taxes	25,0	9,4	8,7	7,5	9,8	7,6
Pib non marchand	7,7	6,6	15,8	7,9	3,4	0,9
DEMANDE						
Consommation finale	12,5	11,2	4,0	7,2	5,9	5,9
<i>Consommation des ménages</i>	13,8	11,2	3,8	7,8	6,2	6,0
<i>Consommation publique</i>	5,4	11,4	5,3	3,4	4,3	5,3
Investissements	14,6	2,9	11,9	14,4	14,6	11,5
<i>Investissements privés</i>	18,3	-5,5	15,0	23,1	18,4	14,0
<i>Investissements publics</i>	8,5	18,4	7,3	0,7	7,4	6,0
Exportations de biens et services	6,9	2,2	17,6	0,3	5,2	4,3
Importations de biens et services	15,9	1,9	7,5	5,7	6,2	4,7
Produit intérieur brut (PIB)	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5	7,3
<i>Déflateur</i>	3,1	-1,1	-1,7	0,4	1,0	1,6

Source: MEF/DGE/DPPSE

(1) Fabrication de meubles, Fabrication de produits chimiques, Fabrication de produits en caoutchouc, Travail du bois, production de ciment et matériaux de construction, etc.

(2) Entretien et réparations divers, Hôtellerie et Tourisme, Services immobiliers, services aux entreprises, etc